

<http://lipietz.net/La-crise-colombienne-un-point-de-vue-europeen>

La crise colombienne : un point de vue européen

- Économiste, auteur - Politique -



Publication date: 2006

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[2006b] « La crise colombienne : un point de vue européen », in D. Rolland et E. Uribe Carreño (eds) *La Colombie aujourd'hui vue par la presse colombienne*, L'Harmattan, Paris.

Vous vous rendez en Amérique latine fréquemment depuis plus de vingt ans et vous avez effectué de nombreux séjours en Colombie. J'aimerais savoir quelle est votre vision du conflit armé Colombien ? Pour vous s'agit-il d'une guerre civile, d'une guerre anti-subversive, d'une guerre anti-terroriste ou encore d'une guerre contre la société [1] ?

Rappelons que l'histoire de la Colombie a été marquée par la lutte centenaire des libéraux et des conservateurs. Après la « Grande Violence » des années cinquante, les conservateurs et les libéraux se sont partagés le pouvoir, les libéraux étant un poil à gauche des conservateurs. Le compromis des années cinquante représentait une légère avancée (une petite réforme agraire) par rapport à la toute puissance antérieure des grands propriétaires. Les Farc sont largement issues des combattants libéraux déçus de ne pas avoir eu de terre. Il s'agit donc en grande partie d'un conflit armé pour le contrôle de la terre, en fait contre-réforme agraire, plutôt une contre-réforme agraire dont les bénéficiaires sont aujourd'hui les groupes paramilitaires. L'interminable guerre colombienne découle des profondes injustices sociales qui structurent ou déstructurent ce pays.

Comment se positionnent aujourd'hui ces partis politiques ?

Aujourd'hui, le président Uribe, qui a essayé de mettre fin au conflit armé actuel par une poigne de fer, est lui aussi issu du parti libéral. Il est soutenu principalement par les conservateurs et par des groupuscules issus du libéralisme, tandis que l'ancien parti libéral est maintenant clairement positionné social-démocrate. Ce repositionnement des libéraux contribue aux difficultés du Pôle démocratique alternatif (PDA), qui s'était formé avec toutes les forces de la nouvelle gauche, modérées ou radicales (mais le PDA l'a emporté sur le vieux Parti libéral à l'élection présidentielle de 2006). Le grand débat de l'heure est le bilan de la quasi-amnistie que le Président Uribe a concédée aux paramilitaires des Autodéfenses Unies de Colombie à travers le décret 128 et la loi « Justice et Paix », qui furent très vivement discutés au Parlement européen.

Vous dites que de profondes injustices sociales structurent ou déstructurent la Colombie, et pourtant la faiblesse des mouvements sociaux et des partis de gauche est flagrante, comment l'expliquez vous ?

Il est vrai que la faiblesse des mouvements sociaux en Colombie est très liée à l'existence des guérillas accaparant sous une forme militaire la représentation de l'opposition sociale. Or ces guérillas, ayant perdu toute légitimité par leur pratique du narcotrafic, des enlèvements, des agressions contre des communautés rurales, ont rendu difficile l'expression politique de mouvements sociaux explicitement « de gauche », comme le mouvement syndical. Mais il existe d'autres mouvements sociaux qui sont particulièrement développés en Colombie : notamment les associations de Droits de l'Homme qui critiquent la guérilla et qui combattent les violations gouvernementales des droits de l'Homme

Après la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS, l'Europe devient le principal terrain d'action diplomatique des FARC et de l'ELN, alors beaucoup de colombiens ont le sentiment que l'UE n'a jamais soutenu le gouvernement légitime de la Colombie et que pour l'UE tous les acteurs armés se trouvent sur le même plan, tous criminels, guérillas, paramilitaires et Etat. D'abord, en 2000, l'UE refuse de soutenir le Plan Colombie, en suite, en 2005, vous-même vous aviez appelé le Conseil, avec tous les eurodéputés verts, à ne pas soutenir la loi de « justice et Paix ». Enfin, c'est seulement après le 11 septembre que le Parlement européen classe les guérillas colombiennes comme terroristes. Qu'en pensez-vous de ce sentiment d'absence de soutien de l'UE ?

En effet en 2000, l'UE avait porté un jugement négatif sur le soi-disant "Plan Colombien" et avait proposé de profondes réformes sociales. La Commission, le Conseil et le Parlement avaient affirmé leur disponibilité à jouer un rôle de "facilitateur" dans les négociations entre le gouvernement et les guérilleros initiées par le Président Pastrana. Cette disponibilité s'était brisée, d'une part face à l'abandon de cette politique par les autorités colombiennes, d'autre part face aux scandaleuses pratiques de prise d'otages des FARC, illustrées par le cas d'Ingrid Betancourt.

Le champ a été laissé libre aux extrémistes des deux camps : d'une part les FARC, d'autre part l'administration du président Uribe qui, en proposant de militariser les civils et d'accorder immunité et financement aux paramilitaires, a dangereusement mis en péril les normes de l'Etat de droit.

Alors que faire ? Il ne nous reste qu'une solution : appuyer les efforts de paix de la société civile, telle qu'elle s'exprime par exemple par l'Assemblée Permanente civile pour la Paix. Cette coordination avait, rappelons-le, recueilli 10 millions de signatures pour la paix. Elle propose aujourd'hui un large accord humanitaire incluant les échanges de prisonniers mais surtout le respect du droit humanitaire international par les deux camps. Nous attendons des guérilleros une libération des otages civils comme signe d'une volonté de retourner à la table des négociations. Nous soutenons les "laboratoires de paix" et à la société civile colombienne

L'Union européenne n'offre pas une aide sous la forme que le gouvernement de la Colombie l'a demandé, mais elle poursuit les programmes existants pour les différents secteurs des victimes, en particulier l'aide à la démilitarisation des « enfants soldats » en coopération avec UNICEF

En ce qui concerne la loi de « Justice et Paix », pour nous faire une idée, nous avons visité la Colombie plusieurs fois, discuté avec les différents secteurs de la société. Mais je vais faire un petit rappel du contexte. Depuis des décennies, la Colombie souffre d'un conflit armé, nié par le gouvernement, et qui génère pourtant plus de 6000 morts par an. A la suite d'un accord avec les paramilitaires, acteurs majeurs du conflit, une loi préparée par le président Uribe, et adoptée en 2005, leur fait bénéficier d'un programme de réintégration largement subventionné, les préservant de toute poursuite pour les crimes commis. Cette loi étend les bénéfices du décret 128 de 2003, qui a déjà permis le 'blanchiment' de plus de 8000 criminels, aux responsables des crimes les plus abominables. Cette loi est contraire aux normes internationales en matière juridique édictées tant par les Nations Unies que par l'Organisation des Etats Américains (OEA). Mais il y a aussi le rapport rédigé par la Commission internationale de juristes (liée à l'ONU) qui conteste cette loi. Cet énorme rapport décrit en détail les pièges de cette loi qui amnistie de fait les crimes de guerre et les « délits annexes » au paramilitarisme, c'est-à-dire les activités de financement telles que narcotrafic, enlèvements, et prostitution forcée, tout en laissant les amnistiés continuer à semer la contre-terreur. Quant aux FARC, il faut rappeler que, en mars 2002, le Parlement a adopté une résolution sur la Colombie qui critique sévèrement les FARC, elle souligne la responsabilité des enlèvements pratiqués par les Farc dans la rupture du processus de paix.

Revenons à la loi de « Justice et Paix », ses défenseurs partent du constat suivant : si les colombiens veulent vraiment arriver à la paix il faudra passer par une amnistie et toute amnistie implique une part d'impunité. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que dans le conflit armé colombien, pour le moment il n'y a pas de vainqueurs ni de vaincus, et en plus la loi entame un processus qui pourrait être utilisé également pour démobiliser les guérillas. Selon vous cette loi ne constitue-t-elle pas une avancée dans la recherche de la paix ?

La question que pose la loi Justice et Paix se focalise, à mes yeux, sur l'aspect « réparation pour les victimes ». Et comme par hasard, il faut à chaque fois rappeler aux officiels que toute mesure d'amnistie est désormais encadrée par le droit humanitaire international : pas d'amnistie pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, droit des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation.. Naturellement : réparer ce qu'ont perdu les victimes du conflit, ce serait justement remettre en cause la victoire des AUC. Car cette victoire se traduit non seulement par la destruction des institutions de défense populaire (syndicats, associations des droits de l'homme, municipalités

progressistes), mais surtout, concrètement, par un déplacement massif des populations et une réoccupation des terres (on parle de 4 millions d'hectares) par de nouveaux occupants de fait liés aux AUC, qui continuent de semer la terreur. La loi Justice et Paix n'apporte finalement ni la justice, ni la vérité, ni la réparation, et impose la paix des paramilitaires [2].

A priori, on peut penser que la réinsertion des membres des Autodéfenses est un geste positif, car chaque homme qui rend les armes contribue à la pacification. Partagez-vous ce sentiment ?

La « réinsertion » des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) traduit leur victoire, au moins dans toute la partie Nord de la Colombie (la côte pacifique, la côte atlantique et tout le bas-Magdalena, c'est-à-dire notamment la grande zone bananière de la Colombie). Tous les syndicalistes y ont été tués. Tout ce que le compromis des années 50 avait apporté aux familles libérales a été repris. Le pouvoir des grands propriétaires et des nouveaux riches que sont les chefs AUC y est redevenu total (les pseudo syndicalistes, les élus municipaux, les milices privées sont à leurs ordres), comme dans le Nordeste brésilien jusqu'aux années 1980.

Quel autre problème pose le processus de démobilisation des Autodéfenses ?

Le gros problème en ce moment est que les paramilitaires cherchent à recruter des forces de jeunes gens pour pouvoir ensuite... les démobiliser. C'est devenu une véritable industrie : comme le gouvernement accorde des subsides aux paramilitaires démobilisés, les AUC recrutent des jeunes par la menace, ceux-ci se démobilisent et touchent un pécule, ils doivent donc quelque chose aux AUC, et à titre de paiement, doivent recruter quatre nouveaux jeunes... afin de les démobiliser ! Au début du processus les AUC, qu'on évaluait à 12 000 membres au moment de l'arrivée au pouvoir d'Uribe, ont déjà réussi à faire démobiliser... 20 000 personnes ! Le gouvernement Colombien a demandé de l'aide pour ces projets, mais nous pensons que l'Europe ne peut pas donner de l'argent aux programmes qui ne s'attaquent pas aux racines du problème. Nous participons à un programme d'aide aux victimes, et ces victimes incluent les "enfants-soldats" des AUC. Ce qui ne va pas sans poser de problème : nous finançons de fait de "fausses démobilisations". Mais tant pis...

Vous dites que l'Union Européenne soutient des laboratoires de paix. De quoi s'agit-il exactement ?

Il s'agit d'ensembles de communes décidées à développer des formes de gouvernement participatif. Ce ne sont pas des "communautés de paix", qui implique l'absence totale de toute force armée ! Au contraire, les « laboratoires de paix » essaient de se développer sur des territoires qui ne sont pas encore vraiment « pacifiés ». Les municipalités du programme sont encore le lieu de passage des AUC et/ou des groupes de guérilla. Par exemple, Granada, municipalité de 120 Km², que nous avons visité, a été le siège de batailles épouvantables. Tenue depuis des années par l'ELN, comme tout le moyen Magdalena, elle a vu l'effondrement de cette guérilla prise en tenaille entre le AUC remontant du Nord et les FARC venus du Sud. Les FARC ont bombardé la ville à coup de bombes de gaz remplies d'explosifs. Au total, depuis l'an 2000, la population est passée de 20 000 à 6 000 habitants, les paysans se sont dispersés aux quatre coins de la Colombie. Et on n'observe pas de retour significatif.

Dans ces conditions, l'Union européenne, relayée par une ONG italienne, le CISP, essaie tout de même de reconstruire les services publics, en particulier l'assainissement de l'eau, et de développer des centres de « formation » rurale.

Mais les FARC et les AUC sont dans toutes les structures de décision du laboratoire de paix pour savoir ce qui se passe.

En ce qui concerne le sort des otages, vous vous êtes mobilisé pour cette cause, et notamment pour Ingrid

Betancourt, candidate pour le parti Vert Oxygène aux élections présidentielles. Que pensez-vous de la réaction de la société colombienne devant ce drame humanitaire.

En Colombie je vois une indifférence totale par rapport à cette tragédie que constitue les milliers de détenus de part et d'autre. Regardez comme par exemple Israël est en train d'envahir la bande de Gaza pour récupérer un soldat ! On doit condamner la méthode, non le souci d'une société pour un de ses membres. Les Israéliens ont échangé quelque fois 500 guérilleros contre deux soldats, c'est-à-dire qu'Israël considère qu'à partir du moment où il y a un prisonnier il faut tout mettre en oeuvre pour le sauver, soit par la méthode de l'échange soit militairement. Il est inadmissible qu'Ingrid Betancourt, et d'autres élus, soit encore sous les mains de la guérilla sans qu'on n'ait rien fait pour les échanger, il est inadmissible que plusieurs dizaines de soldats soient entre les mains de la guérilla sans qu'on les ait échangés.

C'est pour nous difficile à comprendre, cette espèce de manque de solidarité de l'Etat et de la société vis-à-vis de ses représentants enlevés par la guérilla.

Lorsqu'on rencontre des personnes directement touchées par un enlèvement, il y a toujours le sentiment d'incompréhension. On a l'impression que, d'un côté il y a un processus qui essaye de pacifier la société colombienne (les "crimes d'honneur" sont en forte diminution), je pense au processus de "civilisation" décrit par Norbert Elias, mais de l'autre, il ne se forme pas de communauté colombienne pour dire au nom de tous : "Nous n'acceptons plus que nos membres soient enlevés, martyrisés, séquestrés, etc.". Là il y a un peu la trace de cette espèce de Far West qu'est encore trop souvent la Colombie, où nous sommes face à des individus atomisés, qui ne forment pas une communauté, ne forment pas une nation, et ceci on le voit partout dans le pays.

Dans le drame d'Ingrid Betancourt, il y a une excessive médiatisation qui dérange beaucoup de Colombiens. Quel est votre sentiment ?

En effet j'ai déjà entendu dire « Arrêtez de parler d'Ingrid Betancourt, il y a 4000 autres otages ». Bien sûr qu'il y a 4000 autres, mais le problème c'est que si on arrête de parler d'Ingrid on ne parle plus du tout des 4000 autres". Nous, les Européens, en général, nous faisons très attention, à chaque fois que nous parlons d'elle, nous ne disons pas « c'est une Française », « c'est une Européenne », mais "elle est le symbole de toutes les personnes enlevées". Le problème, je le répète, c'est que les Colombiens ne se mobilisent pas pour les 4000 autres.

Il faut rappeler sans cesse à la presse et aux Colombiens : que le mouvement en Europe en faveur d'Ingrid, avec les centaines de municipalités, y compris communistes, qui l'ont faite citoyenne d'honneur ou ont donné son nom à une rue, est un vaste mouvement de solidarité avec toutes les victimes des enlèvements en Colombie (80% des otages mondiaux !). Au delà, il s'agit d'un véritable retour de l'Amérique latine dans l'imaginaire du mouvement démocratique européen. Mais, comme je le rappelais en plusieurs occasions : quand j'étais jeune, nous avions sur nos murs la photo du Che en guérillero ; la nouvelle icône de la jeunesse européenne est celle d'une victime d'une guérilla. Changement radical dans la perception de ce qui est juste et légitime : nous n'admettons plus aujourd'hui qu'au nom d'une cause, si juste soit-elle, on s'affranchisse des droits de la personne humaine.

Dans la presse colombienne on a pu lire que lors de manifestations parisiennes de soutien à Ingrid Betancourt, des reproches ont été fait au président Uribe pour son refus d'entamer des négociations en vue d'un échange de prisonniers. Ces reproches sont-ils, selon vous, justifiés ?

Nous, les Verts, ne considérons pas que l'enlèvement d'Ingrid soit un problème entre le président Uribe et les FARC, mais entre les FARC et nous. Ingrid n'est pas dans le camp d'Uribe. Elle était une des grandes figures de notre mouvement, notre candidate aux élections présidentielles de Colombie. De façon tout à fait inattendue, les FARC

l'ont enlevée, nous déclarant ainsi une guerre dont nous ne comprenons pas les raisons, d'autant moins qu'Ingrid était une personne qui combattait elle aussi la droite et les classes dirigeantes colombiennes, leur mépris pour la justice, leur corruption. Nous sommes donc pour un accord humanitaire permettant l'échange des combattants prisonniers de part et d'autre, mais nous n'admettons pas les prises d'otages civils, et en particulier, nous n'admettons pas l'enlèvement d'Ingrid. Nous exigeons sa libération immédiate et inconditionnelle.

Pourquoi l'accord humanitaire n'a-t-il pas eu lieu ?

Officiellement, la gauche, l'Eglise, le Partido Verde Oxygeno, etc. et même verbalement le Président Uribe et les FARC sont pour un accord humanitaire global, échangeant les prisonniers de guerre des deux camps et libèrent les otages. En réalité, Uribe et les FARC montent les enchères. D'autre part la France a mené une négociation secrète, prétendant avoir l'accord d'Uribe ; dans les faits ça ne s'est pas vraiment bien passé entre la Colombie et la France. Le Quai d'Orsay est maintenant accusé de traiter la question de manière "sentimentale", nuisant aux intérêts français en Colombie.

Aujourd'hui, l'un de plus grands drames humanitaire est le déplacement de populations qui se trouvent abandonnées à leur sort et souvent entre deux feux, on parle d'une Colombie en mouvement, d'une Colombie errante. Que pensez-vous de cette situation ?

En effet, si la Colombie est devenue une très grande terre d'émigration de réfugiés (vers tous les pays voisins, Panama, la Communauté andine et le Brésil, ainsi que vers l'Europe), il ne faut pas oublier les déplacements internes dans le pays. Or, quand ces réfugiés de la violence cherchent à retourner chez eux... ils trouvent installées des palmeraies ou des bananeraies modernes, contrôlées par les AUC (dans la variante : hommes de main des grands propriétaires, mais devenus indépendants).

Très impressionnant est notamment le bilan du Haut commissaire de l'Onu pour les droits de l'Homme, Michael Frühling. Son bureau produit annuellement une synthèse des violations des droits de l'homme en Colombie. Pour l'année 2005, il souligne la persistance de problèmes sociaux suraigus, reconnaît la baisse des grands massacres mais souligne la hausse des exécutions et enlèvements ciblés, avec une certaine reprise de la participation directe des forces armées aux violations des droits de l'Homme.

Quels sont les liens entre le Parti Communiste colombien et les FARC ?

Ce parti a été autrefois à la tête d'une guérilla, d'ailleurs insérée dans les FARC de l'époque, qui a été la première à négocier sa réintégration dans la vie civile sous le nom d'Union Patriotique (UP). Ce fût un désastre : en quelques semaines, des milliers de cadres en furent assassinés par les escadrons de la mort et autres paramilitaires. Cette expérience traumatisante est un des principaux obstacles au retour à la paix en Colombie : malgré l'expérience plus positive du retour à la vie civile du M19, personne ne peut véritablement faire confiance à un futur accord de paix. Comme je viens de le dire, les FARC ne sont donc pas (ou ne sont plus) "la guérilla du PCC". En fait, les FARC actuelles viennent d'un morceau du Parti libéral qui s'était affronté avec le Parti conservateur dans la « Grande Violence », cette guerre civile des années 50. En gros, les FARC, ce sont les guérilleros libéraux paysans qui n'avaient pas eu de terres lors de l'armistice de cette guerre civile. Leur référence marxiste-léniniste est venue plus tard, et à ce moment les communistes ont combattu un moment en leur sein, avant la création de l'UP. Mais il est clair que le PCC, tout en n'ayant, encore une fois, aucune influence sur les FARC (pas plus que le Parti communiste cubain d'ailleurs), est sans doute le parti politique dont certaines tendances gardent des contacts personnels avec leurs anciens compagnons des FARC, et servent (tout comme l'Eglise !) de canal de communication avec elles.

[1] Une guerre contre la société est le titre d'un livre de Daniel Pecaut sur la Colombie

[2] [« les Autodéfenses Unies de Colombie sont nées de la fusion de 3 composantes, les paramilitaires \(c'est-à-dire les escadrons de la mort, militaires menant la sale guerre sous cagoule en dehors des heures de travail\), les hommes de main des grands propriétaires, et les narcotrafiquants. Une partie importante des élites colombiennes répugne à faire une place à des gens aussi peu fréquentables, avec leurs grosses chaînes d'or, leurs 4x4 rutilantes, leurs manières grossières »](#)